



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

05-10-2016

Le "trou" de la Sécurité Sociale comblé sur le dos des patients, et des salariés

La Ministre des Affaires Sociales et de la Santé a annoncé triomphalement et à grand coup de publicité médiatique la disparition du "trou" de la sécurité sociale : " En 2017, le « trou de la Sécu » aura disparu. Le régime général, qui affichait 17,4 milliards de déficit en 2011, sera à 400 millions de l'équilibre. Pour un budget de 500 milliards, c'est l'épaisseur du trait".

Pour arriver à cette "épaisseur du trait" le gouvernement PS de Hollande n'hésite pas à casser le service public de santé et à remettre en cause la qualité des soins.

La "disparition" du *trou* est comblé par Milliards d'€ d'économie imposées² à l'hôpital public et se traduit par : **Moins de lits d'hôpitaux**, le "virage ambulatoire" consiste à supprimer des lits d'hôpitaux en renvoyant les patients plus vite chez eux. Au lieu de récupérer deux ou trois jours en chambre après une chirurgie, les patients sont de plus en plus souvent renvoyés chez eux le jour même.

Une baisse des frais de fonctionnement : qui se traduit par une diminution des embauches, par le non remplacement des départs en retraite. Plus de 22000 postes supprimés, et combien de suicides dus à l'aggravation des conditions de travail?

Moins de prescriptions médicamenteuses, le premier poste de réduction des dépenses provient de la diminution des prescriptions

Moins d'examens médicaux: scanner, IRM, échographie... "Les machines coûtent cher, leur fonctionnement coûte cher, sans parler du personnel spécialisé pour les manipuler. Désormais, les médecins doivent y réfléchir à deux fois avant de prescrire un nouvel examen médical" (Marisol Touraine, les Echos 23 09 2016).

Pour "boucher" ce trou le gouvernement puise aussi dans les fonds de l'ANFH (Association Nationale Formation Hospitalière). L'ANFH a été avertie de l'inscription au **Projet de loi de financement de la sécurité sociale** (PLFSS) d'une ponction de 300 millions d'€ sur les réserves de l'ANFH, dont la moitié devra être versée avant le 21 décembre 2016.

Le Parti Révolutionnaires Communistes affirme les moyens existent pour avoir un service public de santé qui réponde aux besoins de la population, qui réponde aux exigences du personnel hospitalier qui se bat pour l'amélioration et la qualité des soins.

Rien que sur un an, 200 milliards d'exonérations sociales des entreprises, 20 milliards de fraudes patronales aux cotisations sociales (secteurs du BTP, de la restauration ou de la sécurité privée en sont les champions). C'est de l'argent détourné, accaparé par les grandes entreprises capitalistes. Il faut le reprendre pour assurer à tous, un service public de santé répondant aux exigences aux besoins du peuple.